

un Fonds d'aide à la création audiovisuelle du Sud. Les résultats étaient très sensibles lors du dernier festival de Cannes.

* Comment résoudre la tension apparue ces dernières années entre la France et l'ACTT (Agence de coopération culturelle et technique)?

* La priorité, c'est de rétablir la confiance des bailleurs de fonds. La France avait adopté, ces dernières années, une attitude critique par rapport à l'ACTT. Le Canada avait une attitude comparable par rapport à l'Aupelf (NDLR: Association des universités de langue française). Il est normal que des gouvernements qui sont confrontés à des difficultés politiques ou budgétaires se posent des questions quant à la manière dont sont utilisés les budgets qu'ils mettent à la disposition d'une organisation internationale. Je veillerai à continuer à bien répondre aux questions. Mon sentiment est que la méfiance s'est nourrie de tensions, parce que l'Aupelf avait une sensibilité plus française; et l'ACCT, une sensibilité plus canadienne... J'espère que ma nomination va modifier le jeu.

* Vous allez vivre à Paris, vous abandonnez Liège...

* Non. A partir du 14 décembre, le Thalys relie Liège à Paris en deux heures. Cela veut dire que je n'aurai plus que quatre heures de trajet à effectuer par semaine, au lieu de trois, quotidiennes, entre Liège et Bruxelles...

* Vous abandonnez le CGRI, le Commissariat général aux relations internationales, après quinze ans de service...

* Pas davantage. Je suis nommé à Paris pour un mandat de quatre ans. L'institution marche bien. Le CGRI travaille avec la Région wallonne, gère les relations internationales de la Cocof. Il est au coeur de la coopération internationale francophone. Il est l'institution centrale des relations internationales sur le plan de la Belgique francophone. Il n'y aura pas de guerre de succession. L'accord politique intervenu entre Laurette Onkelinx et William Ancion me donne la coordination de l'ensemble des relations internationales Communauté et Région. Lorsque je partirai, c'est mon collègue Philippe Suinen qui assurera, ad interim, la direction de l'ensemble.

* L'institution de la francophonie, n'est-ce pas l'histoire de la grenouille qui veut se faire plus grosse que le boeuf? N'intègre-t-elle pas, pour exister politiquement, des pays dont on se demande ce qu'ils ont à voir avec l'usage de la langue française?

* Le danger est réel. C'est une discussion que nous avons eue aussi au niveau de l'Europe. Les Belges, traditionnellement, ont toujours été partisans d'approfondir avant d'élargir. C'est une attitude que nous avons aussi en francophonie. Le sommet de Hanoi a apporté une réponse à ce problème en créant pour les nouveaux pays qui frappent à la porte de la francophonie le statut d'observateur. C'est sous ce statut que viennent d'être admis, sous le régime du partenariat, l'Albanie, la Pologne, la Macédoine. Des pays qui s'intéressent à la langue française...

*****La gifle de Kabila ternit le succès de Chirac. Clôture en